

**Annexe 1 : Modalités de remboursement des frais de missions et Barèmes fixant les indemnités d'hébergement et de restauration conformément au décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat**

RECUEIL EN PREFECTURE  
Le 18/12/2023  
Application agréée E-legalite.com

99\_DE-091-259102457-20231211-2023\_105-DE

**A – remboursement des frais de restauration et d'hébergement :**

Les frais de restauration et d'hébergement sont forfaitaires et remboursés selon le barème détaillé ci-dessous.

Les justificatifs de paiement des frais de restauration et d'hébergement prévus au présent décret sont communiqués par l'élu au seul ordonnateur qui en assure le contrôle. Ils peuvent lui être fournis sous forme dématérialisée, cette dématérialisation étant native ou duplicative.

Lorsque le montant total de l'état de frais ne dépasse pas les montants fixés par l'arrêté du 20 septembre 2023, l'élu conserve les justificatifs de paiement afférents à l'état de frais jusqu'à leur remboursement par la collectivité, à l'exception des justificatifs relatifs aux frais et taxes d'hébergement. Dans ce cas, la communication des justificatifs de paiement à la collectivité n'est requise qu'en cas de demande expresse de l'ordonnateur.

	Taux de base	Grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris
Hébergement	90 €	120 €	140 €
Hébergement pour les travailleurs reconnus handicapés	150 €	150 €	150 €
Déjeuner	20 €	20 €	20 €
Dîner	20 €	20 €	20 €

*Arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat*

**B – remboursement des frais de transport**

Le remboursement de frais de transport est réalisé sur la base de frais réellement engagés.

Dans le cas de l'utilisation du véhicule personnel de l'élu, les indemnités kilométriques sont calculées selon, la puissance fiscale du véhicule et la distance réellement parcourue.

Sont également pris en charge sur justificatifs, les frais de péage, de parking.

Les frais de transport engagés sont remboursés sur la base des montants ci-dessous détaillés et sur la présentation d'un état de frais, auquel l'élu joint, le certificat d'immatriculation du véhicule et les factures, acquittées pour frais de parking et/ou de péage en précisant notamment son identité, son itinéraire ainsi que les dates de départ et de retour.

Les frais engagés pour l'achat d'un billet de train ou d'avion seront remboursés sur justificatif.

Puissance fiscale du véhicule	Jusqu'à 2 000 km	de 2 001 à 10 000 km	Après 10 000 km
5 cv et moins	0,32 €/Km	0,40 €/Km	0,23 €/Km
6 et 7 cv	0,41 €/Km	0,51 €/Km	0,30 €/Km
8 cv et plus	0,45 €/Km	0,55 €/Km	0,32 €/Km

*Arrêté du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat*